

ARRETE N° 00000147 /A/MINDDEVEL DU 19 JUIL 2023  
 fixant les modalités de création, d'organisation et de  
 fonctionnement des Comités de quartier ou de village dans le  
 cadre de la participation citoyenne à l'action communale.

**LE MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de Transparence et de Bonne Gouvernance dans la Gestion des Finances Publiques du Cameroun ;
- Vu** la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant Régime Financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu** la loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- Vu** le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;
- Vu** le décret n° 2018/449 du 1<sup>er</sup> août 2018 portant organisation du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local,

**ARRETE :**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- (1) Le présent arrêté fixe les modalités de création, d'organisation et de fonctionnement des Comités de quartier ou de village, dans le cadre de la participation citoyenne à l'action communale.

(2) Sont exclus du champ d'application du présent arrêté :

- les associations constituées sous le régime de la loi relative à la liberté d'association ;
- les comités et cadres de concertation régis par des textes particuliers.

**ARTICLE 2.**- (1) Les Comités de quartier ou de village sont des cadres de concertation qui visent à favoriser la participation des populations à l'élaboration, à l'exécution et au suivi des programmes et projets communaux, ou à la surveillance, la gestion ou la maintenance des ouvrages et équipements collectifs de base concernés.

(2) Ils concourent à l'efficacité, à l'efficience et à la transparence de l'action communale.



(3) Ils sont des cadres de concertation apolitiques et regroupent les habitants d'un quartier ou d'un village, sans aucune forme de discrimination fondée sur la race, le sexe, l'ethnie, la tribu, la religion ou l'appartenance politique.

**ARTICLE 3.-** Les Comités de quartier ou de village exercent leurs activités dans le strict respect :

- du principe de libre administration reconnu aux communes à travers les conseils municipaux et les exécutifs communaux ;
- de l'autonomie administrative et financière des communes ;
- de la responsabilité des conseils municipaux et des exécutifs communaux concernant l'opportunité de leurs décisions.

**ARTICLE 4.-** (1) L'action d'un Comité de quartier ou de village s'inscrit dans le cadre de la sensibilisation, de l'encadrement, de l'accompagnement, du relai, de la veille, de l'alerte des autorités municipales et des populations locales, concernant les activités, projets communaux menés sur le terrain.

(2) Sous l'autorité du Maire de la Commune de rattachement, le Comité de quartier ou de village est chargé :

- de mobiliser et organiser les habitants d'un quartier ou d'un village en vue de leur participation au développement du quartier ou du village ;
- de contribuer à l'élaboration, au suivi et à l'évaluation des documents de planification communale ;
- de susciter l'expression, par la population, de leurs besoins et leur implication dans le suivi et la gestion élémentaires des ouvrages et équipements collectifs de base ;
- de soutenir les actions de communication et de diffusion des messages, actes et documents municipaux auprès des populations du quartier ou du village ;
- d'interpeller les autorités municipales de céans sur diverses questions et/ou préoccupations concernant le quartier ou le village, relevant des compétences transférées aux Communes ;
- de favoriser la promotion des bonnes pratiques en matière d'utilisation, de gestion, d'entretien et de valorisation des ouvrages et infrastructures, ainsi que les équipements sociaux de base ;
- de relayer auprès des autorités municipales les informations sur l'état technique visible des ouvrages et équipements sociaux de base et sur l'état d'avancement des projets du quartier ou du village ;
- de conduire des actions permettant de renforcer la cohésion sociale et le sentiment d'appartenance à la collectivité, à travers la valorisation du potentiel humain local.

**ARTICLE 5.-** Le Comité de quartier ou de village informe et alerte les autorités municipales, le représentant de l'Etat, le cas échéant, par tout moyen, des manquements graves observés dans l'exécution des programmes et projets communaux.



**ARTICLE 6.-** Pour l'accomplissement de leurs missions, la Commune met à la disposition des Comités de quartier ou de village de son ressort et à leurs frais, les copies des procès-verbaux des sessions du Conseil municipal, du budget, des projets et des rapports annuels de performance, des plans communaux de développement, des comptes, des arrêtés municipaux et des délibérations dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

## CHAPITRE II

### DE LA CREATION DES COMITES DE QUARTIER OU DE VILLAGE

**ARTICLE 7.-** (1) Les Comités de quartier ou de village sont créés par le conseil municipal de la Commune ou de la Commune d'Arrondissement de rattachement, soit sur sa propre initiative, soit sur celle des habitants d'un quartier ou d'un village.

(2) Il ne peut être créé qu'un (01) seul Comité par quartier ou par village.

(3) Les Comités de quartier et de village sont créés, par la Commune, dans la limite des moyens disponibles.

**ARTICLE 8.-** (1) La création d'un Comité de quartier ou Comité de village se fait par délibération du Conseil municipal.

(2) La délibération doit mentionner expressément :

- a) l'adresse et le siège du Comité ;
- b) la description sommaire des objectifs poursuivis, des actions et des activités à mener ;
- c) les appuis de la Commune de rattachement de ce Comité ;
- d) les moyens à mobiliser par les membres du Comité ;

(3) Le Maire notifie la délibération ainsi approuvée au chef du quartier ou du village concerné, à qui incombe la charge d'organiser une Assemblée générale électorale consacrée à la mise en place du bureau du Comité.

(4) Le siège d'un Comité de quartier ou de village est situé sur le territoire du quartier ou du village concerné.

(5) A l'issue de la tenue de l'Assemblée générale électorale, le chef de quartier ou de village transmet au Maire, le procès-verbal, assorti de la composition du bureau du Comité élu.

(6) La composition du bureau élu est constatée par arrêté du Maire de la Commune. L'arrêté mentionne, en outre, la date, le lieu et l'heure de l'Assemblée générale électorale des membres du bureau du Comité.

**ARTICLE 9.-** (1) En cas de nécessité, les habitants d'un quartier ou d'un village peuvent s'organiser en Comité et demander sa création formelle auprès du conseil municipal de la Commune de rattachement.



(2) La demande de création adressée au conseil municipal, sous le couvert du Maire, est motivée et signée par le chef de quartier ou de village concerné ou par les membres du bureau élu. Elle est accompagnée :

- de la photocopie de la carte nationale d'identité du signataire de la demande ;
- de la composition de bureau du Comité, suivant les modalités fixées à l'article 8 (2) ci-dessus ;
- du procès-verbal de l'Assemblée générale électorale ;
- de la description sommaire des activités à mener et des moyens à mobiliser par les habitants du quartier ou du village concerné.

(3) La demande mentionnée à l'alinéa 2 ci-dessus est soumise à l'examen du conseil municipal lors de la session qui suit immédiatement sa réception.

(4) La délibération portant création du Comité est notifiée au chef de quartier ou de village et aux membres du bureau.

(5) La composition du bureau du Comité est constatée dans les mêmes formes que celles décrites à l'article 8 (5) ci-dessus.

**ARTICLE 10.**- Les délibérations mentionnées aux articles 8 et 9 ci-dessus sont soumises à l'approbation préalable du représentant de l'Etat territorialement compétent.

**ARTICLE 11.**- La délibération de création d'un Comité de quartier ou de village est affichée au siège de la Commune de rattachement. Elle fait l'objet d'une large diffusion auprès des habitants du quartier ou du village concerné.

**ARTICLE 12.**- (1) Dans les agglomérations érigées en Communauté Urbaine, la création des Comités de quartier relève de la compétence des Communes d'Arrondissement, suivant les modalités prévues aux articles 7, 8 et 9 ci-dessus.

(2) Les Comités de quartier ou de village créés par les Communes d'Arrondissement exercent leurs activités pour le compte de celles-ci.

(3) Toutefois, ces Comités peuvent également travailler pour le compte de la Communauté Urbaine, à la demande du Maire de la Ville. Il en saisit formellement le Maire de la Commune d'Arrondissement du ressort.

### CHAPITRE III

#### DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

**ARTICLE 13.**- Chaque Comité de quartier ou de village comprend :

- une (01) Assemblée générale ;
- un (01) Bureau du Comité.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE VISA	
003080	1404 JUN 2023
PRIME MINISTER'S OFFICE	

## SECTION I

### DE L'ASSEMBLEE GENERALE

**ARTICLE 14.-** (1) L'Assemblée générale est constituée de l'ensemble des habitants du quartier ou du village. Elle règle, par résolution, les affaires du Comité.

A ce titre, l'Assemblée générale :

- élit les membres du bureau du Comité ;
- adopte le règlement intérieur du Comité ;
- adopte le plan d'action et le rapport d'activité du Comité ;
- émet des avis et formule des recommandations sur les questions, dont elle est saisie ;
- formule, à l'intention de l'exécutif communal, toutes propositions susceptibles d'impulser le développement de la Commune ou à améliorer son fonctionnement.

(2) Elle est présidée par le chef du quartier ou de village.

(3) Le Coordonnateur du bureau du Comité rapporte les affaires inscrites à l'ordre du jour.

**ARTICLE 15.-** (1) L'Assemblée générale se réunit en session ordinaire au moins deux (02) fois par an, sur convocation de son Président. La convocation indique la date, le lieu et l'heure de la réunion.

(2) Le Président de l'Assemblée générale est tenu de convoquer celle-ci en session extraordinaire, à la demande du Chef de l'exécutif communal.

(3) Il peut associer aux travaux, toute personne, en raison de ses compétences sur les questions inscrites à l'ordre du jour, avec voix consultative.

(4) Les convocations aux réunions de l'Assemblée générale sont largement diffusées auprès des habitants du quartier ou du village, par tout moyen laissant trace. Elles font l'objet d'affichage au siège de la municipalité.

**ARTICLE 16.-** Les réunions de l'Assemblée générale font l'objet de déclaration préalable auprès de l'autorité administrative territorialement compétente, à la diligence du Président de l'Assemblée générale.

**ARTICLE 17.-** (1) L'Assemblée générale prend ses résolutions à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

(2) Une copie du procès-verbal de l'Assemblée générale signée du Président et du Rapporteur est transmise au Maire et au représentant de l'Etat. Ledit procès-verbal fait l'objet d'une large diffusion.

## SECTION II

### DU BUREAU DU COMITÉ

**ARTICLE 18.-** Le bureau du Comité est l'organe exécutif du Comité. Il est chargé, notamment :

5

SERVICES DU PREMIER MINISTRE VISA	
003080	04 JUL 2023
PRIME MINISTER'S OFFICE	

- de préparer la tenue de l'Assemblée Générale et de mettre en œuvre les résolutions qui en sont issues ;
- de mettre en œuvre le plan d'action du Comité ;
- d'informer et de sensibiliser la population à l'action communale ;
- de représenter le Comité dans les cadres de concertation existants, le cas échéant ;
- d'exécuter toutes les missions à lui confiées par l'Assemblée Générale et l'exécutif communal.

**ARTICLE 19.-** (1) Le bureau du Comité comprend :

- un (01) Coordonnateur ;
- un (01) Secrétaire ;
- un (01) Trésorier ;
- un (01) Commissaire aux comptes ;
- un (01) Animateur chargé des questions de développement économique ;
- un (01) Animateur chargé des questions de développement social et sanitaire ;
- un (01) Animateur chargé des questions de développement éducatif, sportif et culturel ;
- un (01) Animateur chargé des questions environnementales.

(2) La composition du bureau du Comité doit prendre en compte les composantes sociologiques du quartier ou du village concerné, ainsi que le genre et le handicap.

(3) Les membres du bureau du Comité résident en permanence dans le quartier ou le village.

(4) Les élus locaux et les chefs de quartier ou de village concerné, ne peuvent prétendre à un poste au sein du bureau du Comité. Toutefois, ils peuvent assister aux réunions, avec voix consultative.

**ARTICLE 20.-** (1) Les membres du bureau du Comité sont désignés par voie de consensus au sein de l'Assemblée générale électorale présidée par un bureau de séance composé du chef du village ou du quartier assisté de deux (02) membres de ladite assemblée, désignés par ce dernier.

(2) En cas d'absence de consensus constaté par le bureau de séance, ils sont élus au scrutin de liste.

(3) En cas d'égalité des voix, la liste présentant la moyenne d'âge la plus élevée l'emporte.

(4) Ils sont désignés pour un mandat de deux (02) ans renouvelable.

**ARTICLE 21.-** (1) Le bureau du Comité se réunit une (01) fois par mois et, aussi souvent que nécessaire, sur convocation du Coordonnateur. Il est également convoqué à la demande des deux-tiers (2/3) des membres du bureau.



(2) Chaque réunion du bureau donne lieu à un compte-rendu à l'Assemblée Générale et au chef de l'exécutif communal. Une copie de ce compte rendu est affichée au siège du Comité.

(3) Le Coordonnateur peut associer aux travaux du bureau toute personne en raison de son expertise.

**ARTICLE 22.-** Les fonctions de Coordonnateur, de Secrétaire, de Trésorier, de Commissaire aux comptes et d'Animateur du bureau du Comité sont gratuites.

**ARTICLE 23.-** (1) Le Coordonnateur :

- représente le Comité dans les divers actes ;
- convoque et préside les réunions du bureau du Comité ;
- prépare le plans d'action et le rapport d'activité du Comité ;
- soumet à la fin de chaque année un rapport d'activités à l'Assemblée Générale et au Conseil municipal ;
- assure la gestion des ressources du Comité, conformément aux orientations approuvées par l'Assemblée Générale ;
- suit la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée Générale ;
- veille au bon fonctionnement du Comité.

(2) Le Secrétaire remplace le Coordonnateur, en cas d'empêchement et termine son mandat, en cas de vacance dûment constatée par l'Assemblée Générale et le chef de l'exécutif municipal.

**ARTICLE 24.-** (1) Le Secrétaire assure le secrétariat des réunions du Comité. Il en prépare et diffuse les comptes rendus, ainsi que les procès-verbaux, et tient le registre des résolutions de l'Assemblée Générale.

(2) Un Animateur le remplace en cas d'empêchement.

**ARTICLE 25.-** Le Trésorier reçoit les contributions des membres du Comité et rend compte à chaque réunion du bureau du Comité et de l'Assemblée Générale. En cas d'empêchement, un membre désigné par le Bureau le supplée.

**ARTICLE 26.-** Le Commissaire aux comptes :

- contrôle la gestion et la conservation des ressources et du patrimoine du Comité ;
- propose le quitus de la gestion du Coordonnateur à l'Assemblée Générale qui peut l'accepter ou le refuser.



**ARTICLE 27.-** (1) Les Animateurs sont chargés de la mobilisation des populations à l'action communale et au suivi de la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée Générale relevant de leur domaine de compétence.

(2) Ils présentent à chaque réunion du Bureau et de l'Assemblée Générale, un rapport sur les actions et activités relevant de leur domaine de compétences dans le quartier ou le village concerné.

#### CHAPITRE IV

#### DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

**ARTICLE 28.-** Les ressources nécessaires au fonctionnement du Comité de quartier ou de village proviennent :

- des appuis de la Commune de rattachement ;
- des contributions volontaires des habitants du quartier ou du village concerné et de toute autre personne désireuse de participer au développement du quartier ou du village.

**ARTICLE 29.-** Le Maire suit l'activité des Comités de quartier et de village. A ce titre, il peut tenir des séances de travail avec les membres desdits Comités, en tant que de besoin.

**ARTICLE 30.-** (1) Le bureau du Comité peut être suspendu par arrêté motivé du Maire, en cas :

- d'accomplissement d'actes contraires à l'objet du Comité ;
- de troubles à l'ordre public.

(2) La suspension ne peut excéder trente (30) jours.

**ARTICLE 31.-** (1) Le bureau du Comité est dissous de plein droit, au terme de son mandat.

(2) La dissolution du bureau du Comité ouvre la voie à la mise en place d'un nouveau bureau dans les conditions et selon les modalités fixées par le présent arrêté.

**ARTICLE 32.-** (1) Le Comité de quartier ou de village peut être dissous par le conseil municipal à la suite de :

- la dissolution de la Commune de rattachement ;
- la modification du ressort territorial de la Commune de rattachement entraînant le rattachement du quartier ou du village à une nouvelle Commune ;
- l'éclatement d'un quartier ou d'un village en plusieurs quartiers ou villages ;
- la fusion de deux ou plusieurs quartiers en un seul.

(2) En cas de fusion, les biens des Comités dissous sont dévolus au nouveau Comité.

(3) Une délibération du Conseil municipal règle, en cas d'éclatement, le sort des biens du Comité existant.





**ARTICLE 33.-** Le représentant de l'Etat territorialement compétent peut prononcer la dissolution d'un Comité de quartier ou de village en cas de troubles aggravés à l'ordre public.

**ARTICLE 34.-** (1) Le Maire soumet chaque semestre au Conseil municipal un rapport sur le fonctionnement des Comités de quartier et de village. Une copie dudit rapport est adressée au représentant de l'Etat, aux services déconcentrés du Ministère en charge des collectivités territoriales et des départements ministériels intéressés.

(2) Le Ministère en charge des collectivités territoriales, en relation avec les administrations intéressées et, éventuellement, les partenaires au développement, peuvent contribuer au renforcement des capacités des membres des bureaux des Comités de quartier ou de village.

**ARTICLE 35.-** (1) Les Comités existant sous l'appellation de Comité quartier ou Comité de village, au sein de la Commune à la date de signature du présent arrêté disposent d'un délai de six (06) mois pour se faire recenser par les Communes et Communes d'Arrondissement de leur ressort.

(2) Les Communes et Communes d'Arrondissement veillent, dans un délai d'un (01) an, à compter de la date de signature du présent arrêté, à les mettre en conformité avec les présentes dispositions. Passé ce délai, lesdits Comités existants sont dissous d'office.

**ARTICLE 36.-** Le présent arrêté sera enregistré, publié, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais. /-

Yaoundé, le 19 JUL 2023

**LE MINISTRE DE LA DECENTRALISATION  
ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL,**



**Georges ELANGA OBAM**



ORDER No. 00000147 /A/MINDDEVEL OF 19 JUL 2023  
 on the establishment, organisation and functioning of neighbourhood or  
 village committees as part of citizen participation in council action.

**THE MINISTER OF DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT,**

- Mindful of** the Constitution;
- Mindful of** Law No. 2018/011 of 11 July 2018 to lay down the Cameroon Code of Transparency and Good Governance in public finance management;
- Mindful of** Law No. 2018/012 of 11 July 2018 relating to the fiscal regime of the State and other public entities;
- Mindful of** Law No. 2019/024 of 24 December 2019 to Institute the General Code of Regional and Local Authorities;
- Mindful of** Decree No. 2018/190 of 2 March 2018 as amended and supplemented by some provisions of Decree. No. 2011/408 of 9 December 2011 to organize the Government;
- Mindful of** Decree No. 2018/191 of 2 March 2018 to reshuffle the Government;
- Mindful of** Decree No. 2018/449 of 1 August 2018 to organize the Ministry of Decentralization and Local Development,

**HEREBY ORDERS AS FOLLOWS:**

**CHAPTER I**

**GENERAL PROVISIONS**

SERVICES DU PREMIER MINISTRE VISA	
003080	19 04 JUL 2023
PRIME MINISTER'S OFFICE	

**ARTICLE 1-** (1) This order lays down conditions for the establishment, organisation and functioning of neighbourhood or village committees as part of citizen participation in council action.

(2) The following shall be excluded from the scope of this order:

- associations established under the law on freedom of association;
- committees and consultative frameworks governed by specific instruments.

**ARTICLE 2-** (1) Neighbourhood or village Committees shall be consultative frameworks that seek to promote the participation of the population in the development, implementation and monitoring of council programmes and projects, or in the supervision, management or maintenance of basic community works and facilities concerned.

(2) They shall contribute to the effectiveness, efficiency and transparency of council action.

(3) They shall be apolitical consultative frameworks and shall bring together the inhabitants of a neighbourhood or village, without any form of discrimination based on race, gender, ethnicity, tribe, religion or political affiliation.

**ARTICLE 3.-** The neighbourhood or village Committees shall carry out their activities in strict compliance with:

- the principle of free administration granted to the councils through municipal councillors and executives;
- the administrative and financial autonomy of the councils;
- the responsibility of municipal councillors and executives with regard to the timeliness of their decisions.

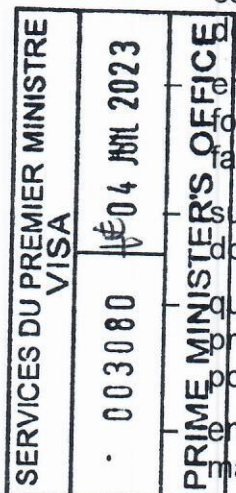
**ARTICLE 4.-** (1) Neighbourhood or village Committees shall sensitize, supervise, support, relay, monitor and alert municipal authorities and the local population on activities and council projects carried out on the field.

(2) Under the authority of the Mayor of the relevant Council, the neighbourhood or village Committee shall:

- mobilise and organise the inhabitants of a neighbourhood or a village to participate in the development of the neighbourhood or the village;
- contribute to the development, monitoring and evaluation of council planning documents;
- encourage the population to express their needs and to get involved in the follow-up and the elementary management of basic community works and facilities;
- support the communication and dissemination of municipal messages, acts and documents to the population of the neighbourhood or village;
- question municipal authorities of the town on various issues and/or preoccupations concerning the neighbourhood or the village, falling within the powers devolved to Councils;
- encourage the promotion of good practices in the use, management, maintenance and development of works and infrastructure, as well as basic social facilities;
- relay information to municipal authorities on the visible technical condition of basic social facilities and works as well as the progress of projects in the neighbourhood or village;
- carry out actions that strengthen social cohesion and the feeling of belonging to the community, through the development of local human potential.

**ARTICLE 5.-** Where necessary, the neighbourhood or village Committee shall inform and alert the municipal authorities, representative of the State and the Minister in charge of Local Authorities, by any means possible, of serious breach observed in the execution of council programmes and projects.

**ARTICLE 6.-** In order to carry out their missions, the council shall make available to the neighbourhood or village Committees within its jurisdiction, at their own expense, copies of the minutes of the Municipal Council, budgets, projects and annual performance reports, development plans, accounts, municipal by-laws and deliberations under the conditions provided for by the law in force.



## CHAPTER II

### ESTABLISHMENT OF NEIGHBOURHOOD OR VILLAGE COMMITTEES

**ARTICLE 7.-** (1) Neighbourhood or village Committees shall be established by the Municipal Council of the relevant Municipality or Sub-divisional Council, either on its own initiative or on that of the inhabitants of a neighbourhood or village.

(2) Only one (1) Committee may be established per neighbourhood or village.

(3) Notwithstanding paragraph 1 above, an inter-neighbourhood or inter-village Committee may be established for a project of common interest, in the same form and under the same conditions as those defined by this order.

(4) Neighbourhood or village Committees shall be established by the Council within the limits of available resources.

**ARTICLE 8.-** (1) The establishment of a neighbourhood or village Committee shall be by resolution of the Municipal Council.

(2) The resolution must expressly mention:

- a) the address and headquarters of the Committee;
- b) a brief description of objectives, actions and activities to be carried out;
- c) the support of the relevant Council where the Committee is located;
- d) the resources to be mobilised by members of the Committee;

(3) The approved resolution shall be notified by the Mayor to the head of the neighbourhood or village concerned, who shall be responsible for organising an elective General Assembly to set up the Committee's bureau.

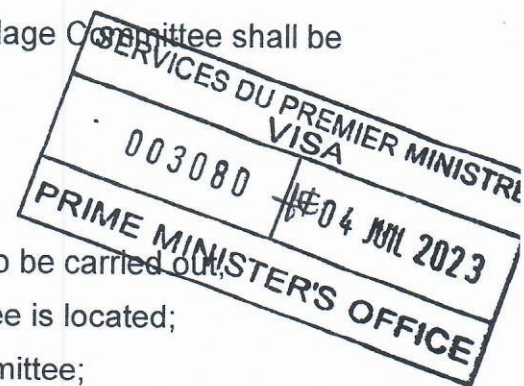
(4) The headquarters of a neighbourhood or village Committee shall be located within the territory of the relevant Council.

(5) At the end of the elective General Assembly, the head of the neighbourhood or village shall forward the minutes to the Mayor, together with the composition of the elected Committee bureau.

(6) The composition of the elected bureau shall be established by order of the Mayor of the Council. The order shall also mention the date, place and time of the elective General Assembly of Committee bureau members.

**ARTICLE 9.-** (1) When necessary, the inhabitants of a neighbourhood or village may organise themselves into a Committee and apply for its formal establishment to the relevant Municipal Council.

(2) The application for establishment of the Committee addressed to the Municipal Council, care of the Mayor, shall be justified and signed by the head of the neighbourhood or village concerned or by the elected bureau members. The following documents shall be attached to the application:



- photocopy of national identity card of the person signing the application;
- composition of the Committee bureau, in accordance with the procedures laid down in Article 8(2) above;
- minutes of the elective General Assembly;
- brief description of the activities to be carried out and the resources to be mobilised by inhabitants of the neighbourhood or village concerned.

(3) The application referred to in paragraph 2 above shall be submitted to the Municipal Council for consideration during the session immediately following its receipt.

(4) The resolution to establish the Committee shall be notified to the head of the neighbourhood or village and to bureau members.

(5) The composition of the Committee bureau shall be established in the same manner as described in Article 8(5) above.

**ARTICLE 10.**- The resolutions referred to in Articles 8 and 9 above shall be subject to the prior approval of the territorially competent representative of the State.

**ARTICLE 11.**- The resolutions for the establishment of a neighbourhood or village Committee shall be posted at the headquarters of the relevant Council. It shall be widely distributed to the inhabitants of the neighbourhood or village concerned.

**ARTICLE 12.**- (1) In urban settings, the establishment of neighbourhood Committees shall be the responsibility of Sub-divisional Councils, in accordance with the provisions of Articles 7, 8 and 9 above.

(2) Where no neighbourhood Committee has been established, the City Mayor may request that one be established by the Mayor of the Sub-divisional Council within the jurisdiction.

(3) Neighbourhood or village Committees established by the Sub-divisional Councils shall carry out their activities on their behalf.

(4) However, these Committees may also work on behalf of the Urban Council at the request of the City Mayor. He shall formally notify the Mayor of the Sub-divisional Council within the jurisdiction.

### CHAPTER III

#### ORGANISATION AND FUNCTIONING

**ARTICLE 13.**- Each neighbourhood or village Committee shall include:

- one (1) General Assembly;
- one (1) Committee Bureau.



**SECTION I**

**GENERAL ASSEMBLY**

**ARTICLE 14.**- (1) The General Assembly shall be made up of all the inhabitants of the neighbourhood or village. By resolution, it shall regulate the affairs of the Committee.

As such, the General Assembly shall:

- elect Committee Bureau members;
- adopt the action plans and activity reports of the Committee;
- give its opinions and make recommendations on matters referred to it;
- make any proposals, likely to drive the development of the Council or improve its functioning, to the municipal executive.



(2) It shall be presided over by the head of the neighbourhood or village.

(3) The Coordinator of the Committee Bureau shall record the items on the agenda.

**ARTICLE 15.**- (1) The General Assembly shall meet at least twice a year, when convened by its President. Convening notices shall indicate the date, place and time of the meeting.

(2) The President of the General Assembly shall convene the General Assembly in an extraordinary session, at the request of the Chief council executive.

(3) He may invite any person, based on their expertise or experience on the subject matter, to take part in deliberations in an advisory capacity.

Convening notices for General Assembly meetings shall be widely disseminated to inhabitants of the neighbourhood or village by any means that leaves a record. They shall be posted at the headquarters of the municipality.

**ARTICLE 16.**- General Assembly meetings shall be declared in advance to the territorially competent administrative authority, at the request of its President.

**ARTICLE 17.**- (1) The General Assembly shall take its resolutions by a majority of members present. In the event of a tie, the President shall have the casting vote.

(2) A copy of the minutes of the General Assembly signed by the President and the Rapporteur shall be sent to the Mayor and the representative of the State. These minutes shall be widely disseminated.

**SECTION II**

**COMMITTEE BUREAU**

**ARTICLE 18.**- The Committee Bureau shall be the executive body of the Committee. It shall be in charge of:

- preparing the holding of the General Assembly and implementing ensuing resolutions;
- implementing the Committee's action plan;
- informing and sensitizing the population on council action;
- representing the Committee in existing consultative frameworks, where necessary;
- carrying out all missions entrusted to it by the General Assembly and the council executive.

**ARTICLE 19.-** (1) The Committee Bureau shall comprise:

- one (1) Coordinator;
- one (1) Secretary;
- one (1) Treasurer;
- one (1) Financial secretary;
- one (1) Facilitator in charge of economic development;
- one (1) Facilitator in charge of social and health development;
- one (1) Facilitator in charge of education, sports and cultural development;
- one (1) Facilitator in charge of the environment;



(2) The composition of the Committee Bureau must take into account the sociological components of the neighbourhood or village concerned, as well as gender and disability.

(3) Committee Bureau members shall permanently reside in the neighbourhood or village.

(4) Local elected officials and heads of the neighbourhood or village concerned may not aspire to a position within the Committee Bureau. However, they may take part in meetings, in an advisory capacity.

**ARTICLE 20.-** (1) Committee Bureau members shall be designated by consensus within the General Assembly. In the absence of a consensus, as determined by the Bureau of the meeting, they shall be elected by the list system. In the event of a tie, the list bearing the highest average age shall carry the day.

(2) They shall be designated for a two-year term of office, renewable once.

**ARTICLE 21.-** (1) The Committee Bureau shall meet at least once a month, and when necessary, when convened by its Coordinator. It shall equally be convened upon the request of two-thirds (2/3) of Bureau members.

(2) Each Bureau meeting shall be reported to the General Assembly and to the Chief council executive. A copy of these minutes shall be posted at the headquarters of the Committee.

(3) The Coordinator may invite any person, based on their expertise or experience, to take part in Bureau deliberations.

**ARTICLE 22.-** The duties of Coordinator, Secretary, Treasurer, Financial Secretary and Facilitator of the Committee Bureau shall be honorary.

**ARTICLE 23.-** (1) The Coordinator shall:

- represent the Committee in various acts;
- convene and preside over Committee Bureau meetings;
- prepare Committee action plans and activities;
- submit an activity report to the General Assembly and to the Municipal Council at the end of each year;
- oversee the management of the Committee's resources, in accordance with the guidelines approved by the General Assembly;
- follow-up the implementation of resolutions of the General Assembly;
- ensure the proper functioning of the Committee.

(2) The Secretary shall sit in lieu of the Coordinator in case of unavailability, and shall complete his term of office in case of vacancy duly established by the General Assembly and the Chief municipal executive.

**ARTICLE 24.-** (1) The Secretary shall provide secretariat duties during Committee meetings. He or she shall prepare and disseminate reports, as well as minutes, and shall keep the register of resolutions of the General Assembly.

(2) A Facilitator shall replace the secretary in case of absence.

**ARTICLE 25.-** The Treasurer shall receive contributions from Committee members and shall give accounts during each Committee bureau and General Assembly meeting. In case of absence, a member designated by the Bureau shall sit in for him or her.

**ARTICLE 26.-** The Financial Secretary shall:

- oversee the management and the preservation of the Committee's resources and assets;
- suggest the discharge of the Coordinator's management to the General Assembly, which may accept or reject it.

**ARTICLE 27.-** (1) Facilitators shall mobilise the population towards council actions and follow up on the implementation of resolutions of the General Assembly within their area of jurisdiction.

(2) They shall present a report on actions and activities carried out in their area of competence in the neighbourhood or village concerned during each Bureau and General Assembly meeting.





## CHAPTER IV

### MISCELLANEOUS, TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

**ARTICLE 28.-** Resources for the functioning of the neighbourhood or village Committee shall come from:

- support from the relevant Council;
- voluntary contributions from inhabitants of the neighbourhood or village concerned and from any other person willing to participate in the development of the neighbourhood or village.

**ARTICLE 29.-** The Mayor shall monitor the activities of the neighbourhood or village. In this capacity, he may hold working sessions with members of these Committees, as and when necessary.

**ARTICLE 30.-** Each Committee shall adopt rules and regulations.

**ARTICLE 31.-** (1) The Committee Bureau may be suspended by reasoned order of the Mayor in the following cases:

- if acts that go against the Committee's objective are performed;
- public disorder.

(2) The suspension may not exceed 30 (thirty) days.

**ARTICLE 32.-** (1) The Committee Bureau shall be dissolved as of right at the end of its term of office.

(2) The dissolution of the Committee Bureau shall pave way for the establishment of a new Bureau under conditions and in accordance with the procedures laid down by this order.

**ARTICLE 33.-** (1) The neighbourhood or village Committee may be dissolved by the Municipal Council following:

- the dissolution of the relevant Council;
- the modification of the territorial jurisdiction of the relevant Council leading to the affiliation of the neighbourhood or village to a new Council.
- the division of a neighbourhood or village into several neighbourhoods or villages;
- the breakup of an inter-neighbourhood or inter-village Committee;
- the merging of two or more neighbourhoods into one.

(2) If a Committee is merged, the assets of the dissolved Committees shall be vested in the new Committee.

(3) In the event of a breakup, a resolution of the Municipal Council shall determine the fate of the existing Committee's assets



**ARTICLE 34.-** (1) The territorially competent representative of the State may order the dissolution of a neighbourhood or village Committee if it causes serious public disorder.

**ARTICLE 35.-** (1) The Mayor shall submit a report on the functioning of the neighbourhood and village Committees to the Municipal Council every six months. A copy of the report shall be forwarded to the representative of the State, the devolved services of the Ministry in charge of Local Authorities and interested Ministries.

(2) The Ministry in charge of Local Authorities, in conjunction with interested administrations and possibly, development partners, may contribute to the capacity building of Bureau members of neighbourhood or village Committees.

**ARTICLE 36.-** (1) Committees operating under the designation of neighbourhood or village Committee within the Council, as of the date of signature of this order, shall have a period of 6 (six) months to be registered by Councils and Sub-divisional Councils within their jurisdiction.

(2) Councils and Sub-divisional Councils shall ensure, within a period of 1 (one) year, as from the date of signature of this order, that they comply with these provisions. Beyond this period, these existing Committees shall be automatically dissolved.

**ARTICLE 37.-** This order shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the Official Gazette in English and French. /-

Yaounde, 19 JUL 2023

SERVICES DU PREMIER MINISTRE VISA	
003080	04 JUL 2023
PRIME MINISTER'S OFFICE	



**Georges ELANGA OBAM**  
**Minister of Decentralization  
and Local Development,**